

## Les entreprises d'imprimerie et d'édition en Amérique du Nord britannique, 1751-1840

John Hare, † and Jean-Pierre Wallot

Volume 5, Number 2, Spring 2005

L'histoire du livre au Québec, de la Nouvelle-France au XX<sup>e</sup> siècle

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024358ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024358ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

### ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Hare, J. & Wallot, J.-P. (2005). Les entreprises d'imprimerie et d'édition en Amérique du Nord britannique, 1751-1840. *Mens*, 5(2), 307–344.  
<https://doi.org/10.7202/1024358ar>

### Article abstract

This article outlines the development of the printing and publishing industry and of the retail book-trade in British North America between 1751 and 1840. Part one explores the birth of printing in the colonies, the factors that contributed to its growth, and the important changes that affected the industry after 1820. Part two examines the constants which characterised colonial print works, their equipment, and their day-to-day operations. Part three traces the careers of five publishing entrepreneurs to illustrate the state of the British North American printing and publishing industry before 1840.

XIX<sup>E</sup> SIÈCLE

## LES ENTREPRISES D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION EN AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE, 1751-1840<sup>1</sup>

John Hare †  
Ottawa

Jean-Pierre Wallot  
Centre de recherche en civilisation canadienne-française  
Université d'Ottawa

### Résumé

Le présent article retrace le développement des entreprises d'imprimerie, d'édition et de librairie en Amérique du Nord britannique entre 1751 et 1840. Il présente d'abord le contexte dans lequel les imprimeries sont apparues dans les colonies, les raisons qui ont favorisé leur essor et les changements importants qui les affectent après 1820. Un certain nombre de constantes, qui caractérisent l'ensemble des ateliers, leur équipement et leur fonctionnement, sont ensuite mises en valeur. Enfin, l'article se termine par la présentation de quelques cas-type qui illustrent la situation de ces entreprises avant 1840.

### *Abstract*

*This article outlines the development of the printing and publishing industry and of the retail book-trade in British North America between 1751 and 1840. Part one explores the birth of printing in the colonies, the factors that contributed to its growth, and the important changes that affected the industry after 1820.*

*Part two examines the constants which characterized colonial print works, their equipment, and their day-to-day operations. Part three traces the careers of five publishing entrepreneurs to illustrate the state of the British North American printing and publishing industry before 1840.*

En général, à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècles, une entreprise d'édition, d'imprimerie et de librairie ne peut survivre que si elle adopte une approche d'affaires. La politique, les idéologies, les goûts et la création littéraire ne déterminent pas son sort. Toute tentative d'implantation fait vite naufrage à moins que ne soient réunies un certain nombre de conditions : l'accès à du capital ou à du crédit ; un équipement adéquat ; une main-d'œuvre qualifiée ; l'existence de besoins en matière d'imprimés, d'un public lecteur et de rédacteurs-créateurs ; idéalement, le patronage du gouvernement ou de corps constitués (églises, partis politiques, associations) ; un commerce diversifié (journal, imprimerie, papier, encre, petits articles de bureau, livres, reliure).

Telle se présente la situation dans les colonies de l'Amérique du Nord britannique (A.N.B.) entre 1751 et 1840, mais avec des handicaps supplémentaires : petites populations dispersées, peu fortunées et majoritairement illettrées, aux prises avec un climat rigoureux, intéressées surtout aux questions pratiques (leur survie, l'agriculture, au mieux les nouvelles européennes qui les touchent) et, avec le temps, par la politique, mais très peu par la littérature de création ; absence de villes importantes et développement limité des métiers et de l'industrie avant 1820 ; organisation scolaire déficiente<sup>2</sup> ; pénurie de bibliothèques publiques et gratuites<sup>3</sup> ; menaces de représailles gouvernementales plutôt musclées et procès fréquents<sup>4</sup> ; communications difficiles et peu développées avant la fin de la Guerre de 1812 ; frais de postes élevés<sup>5</sup> ; problème du droit d'auteur qui ne sera réglé qu'après 1830<sup>6</sup> ; conflits

ethniques, linguistiques et religieux. La métropole, quant à elle, considère le commerce « intellectuel » colonial comme tout autre commerce : elle importe les matières premières des colonies et leur exporte les produits finis (ici, livres et revues, équipement d'imprimerie).

La première partie de cet article esquisse un survol de l'apparition d'imprimeries dans les colonies, souvent en liaison étroite avec la montée des librairies, et note les changements importants qui surviennent après 1820. La seconde dégage un certain nombre de constantes caractérisant la plupart des ateliers, leur équipement, leur fonctionnement, etc.<sup>7</sup> La troisième recourt à quelques cas-type pour illustrer la situation avant 1840.

### **1. L'apparition et la multiplication des imprimeries, des journaux et des éditeurs, 1751-1840**

Même si les Jésuites en formulent la demande dès 1665<sup>8</sup>, aucune presse n'est installée en Nouvelle-France. L'Acadie, passée sous la tutelle de la Grande-Bretagne en 1713 et devenue la Nouvelle-Écosse, attire peu à peu des colons de la Nouvelle-Angleterre. Une première presse arrive à Halifax en 1751 en provenance de Boston avec l'arrivée de Bartholemew Green<sup>9</sup>, qui compte John Bushell et Bezoune Allen comme partenaires, afin de satisfaire aux besoins du gouvernement<sup>10</sup>. C'est grâce à eux que paraît, le 23 mars 1752, le premier journal du pays, *The Halifax Gazette*. L'immigration de colons de la Nouvelle-Angleterre, surtout après l'expulsion des Acadiens, puis l'arrivée de Loyalistes et le « Grand Réveil » religieux en Nouvelle-Écosse<sup>11</sup> incitent d'autres imprimeurs à venir fonder des imprimeries et des commerces relativement durables dans l'une ou l'autre des colonies atlantiques : pensons par exemple à Robert Fletcher qui arrive à Halifax en 1766 et qui fonde la *Nova Scotia Gazette*, à Anthony Henry qui publie la

*Halifax Gazette* au cours de la décennie 1760, qui fonde ensuite plusieurs journaux et qui demeure un imprimeur important jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à John Howe qui lance en 1780 *The Halifax Journal*, renommé *The Nova-Scotia Royal Gazette* en 1801, et qui inaugure une véritable dynastie d'imprimeurs-éditeurs-journalistes, à William Minns et son *Weekly Chronicle* à compter de 1786 et à Thomas et James Swords qui fondent un journal à Shelburne dans les années 1780.

Sur le territoire du Nouveau-Brunswick, William Lewis et John Ryan fondent *The Royal St. John's Gazette* en 1783, Christopher Sower, *The Royal Gazette and New Brunswick Advertiser* en 1785, Henry Chubb, *The New-Brunswick Courier* en 1811. Plusieurs paraissent en 1802 lors de la « guerre des pamphlets » qui porte sur la question d'un gouvernement plus « populaire » et dans laquelle Samuel Denny Street, Ward Chipman et Edward Winslow sont impliqués. À l'Île-du-Prince-Édouard, trois imprimeurs — James et Alexander Robertson, William Rind, James Bagnall — et deux journaux — *The Royal Herald* et *The Weekly Recorder of Prince Edward Island* — vivotent à cause de la taille fort modeste de la population et de l'administration. À Terre-Neuve, après la levée de l'interdiction d'établissements permanents, en 1806, le lieutenant-gouverneur attire John Ryan depuis le Nouveau-Brunswick pour établir une imprimerie du roi et un journal, *The Royal Gazette*, en 1807<sup>12</sup>.

La situation évolue rapidement partout dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècles, à la suite notamment des Révolutions américaine et française, au bouillonnement idéologique, politique, économique et militaire des années 1774-1815 (la « Révolution atlantique »)<sup>13</sup>, à l'arrivée des Loyalistes, habitués à l'existence d'assemblées coloniales et de journaux, surtout à l'Est (les colonies atlantiques) et à l'Ouest (futur Haut-Canada). Aussi voit-on les im-

primeries proliférer assez rapidement un peu partout. Par exemple, Thomas Gilmore et William Brown s'installent avec une presse à Québec en 1764, bénéficient du patronage gouvernemental, établissent la même année le principal journal du Québec / Bas-Canada jusque dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, *La Gazette de Québec / The Quebec Gazette*, un journal bilingue, et s'affairent à de multiples publications (journal, livres, publications gouvernementales, feuillets publicitaires, travaux de ville, etc., parfois en d'autres langues que le français et l'anglais — par exemple, dans des langues autochtones, en latin, en allemand)<sup>14</sup>.

Leurs neveux et successeurs, Samuel puis John Neilson, persévèrent dans la même voie, tout comme Samuel, le fils de John. Cette imprimerie-librairie-magasin d'articles de bureau demeure la principale entreprise d'édition et de librairie dans toute l'Amérique du Nord britannique jusque vers 1820<sup>15</sup>. De ses ateliers sortent les premiers traités sur les lois canadiennes, rédigés par François Cugnet en 1775<sup>16</sup>, le premier recueil de poèmes dans les Canadas en 1789<sup>17</sup>, le premier livre de musique au pays en 1800<sup>18</sup>, la première pièce de théâtre, en fait un opéra-comique mais sans la musique, en 1808 (la comédie de Joseph Quesnel, *Colas et Colinette*)<sup>19</sup>, ainsi que deux revues plutôt littéraires et partiellement bilingues, *The Quebec Magazine / Le Magasin de Québec* (1792-1794) et le *British-American Register* (1803)<sup>20</sup>, probablement arrêtées faute d'auteurs et de lecteurs<sup>21</sup>, aussi à cause du trop grand nombre de travaux réguliers accaparants — dont *La Gazette de Québec*, les publications gouvernementales telles le *Journal de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada* et les *Statuts...*<sup>22</sup>, les livres religieux, les manuels scolaires, etc. Soutenu financièrement par Neilson, Pierre-Édouard Desbarats achète le New Printing Office en 1798 et devient le premier d'une dynastie d'imprimeurs du roi<sup>23</sup>. Bref, jusqu'à 1820 au moins, la ville de Qué-

bec est le centre de l'édition en A.N.B., avec au moins 150 ouvriers, patrons et artisans qui y travaillent entre 1764 et 1840<sup>24</sup>.

Arrivé à Montréal en 1776 avec l'armée américaine, l'imprimeur marseillais Fleury Mesplet affronte divers avatars, mais réussit à publier *La Gazette du commerce et littéraire de Montréal* en 1778, un journal philosophique et voltairien. Arrêté et emprisonné la même année pour libelle diffamatoire, il se remettra à la tâche après sa libération. Il fonde *La Gazette de Montréal / The Montreal Gazette* en 1785<sup>25</sup>, un journal bilingue durant plusieurs décennies et qui, après la mort de Mesplet en 1794<sup>26</sup>, perdure sous plusieurs libraires-imprimeurs. James Brown, son éditeur entre 1805 et 1822, est aussi le propriétaire de la première papeterie en A.N.B. en 1804<sup>27</sup>. Thomas Cary édite le *Quebec Mercury* à partir de 1805, auquel s'opposent *Le Canadien*, créé en 1806 par une équipe de chefs canadiens nationalistes dirigés par Pierre Bédard, et *Le Courier* [sic] de Québec, en 1807, qui écharpe également *Le Canadien*<sup>28</sup>. Après avoir acheté l'imprimerie Desbarats en 1815 (publication d'œuvres de Joseph Bouchette, James Cockburn<sup>29</sup>, Robert Christie, etc.), Cary s'intéresse davantage à la publication d'études et de volumes, notamment pour la « Quebec Literary and Historical Society ». En 1820, Montréal compte déjà sept imprimeries. H. H. Cunningham y réussit bien comme libraire et éditeur, tout comme Nahum Mower, qui lance *The Canadian Courant and Montreal Advertiser* en 1807<sup>30</sup>, William Gray, *The Montreal Herald* en 1811, James Brown, James Lane (et Ariel Bowman) — qui publie un recueil de poèmes de Lord Byron en 1816<sup>31</sup> —, John Lovell et Charles-Bernard Pasteur, qui imprime le journal réformiste *Le Spectateur* (1813-1829)<sup>32</sup>.

Dans le Haut-Canada, le lieutenant-gouverneur Simcoe estime indispensable la présence d'un imprimeur et d'une bi-

bibliothèque pour combler les besoins du gouvernement et améliorer la vie intellectuelle dans la colonie. Il engage Louis Roy, qui a été formé par Samuel Neilson et qui imprime le *Upper Canada Gazette or American Oracle* en 1793 à Newark (devenu Niagara-on-the-Lake), alors siège du gouvernement. Le journal sera continué par Gideon Tiffany, puis par Titus Geer Simons. À York (Toronto) où le gouvernement déménage en 1798, John Bennett, ancien apprenti chez Neilson, obtient la commission d'imprimeur du roi, suivi de John Cameron, alors qu'à Kingston, Stephen Miles, formé et soutenu par Nahum Mower de Montréal, publie *The Kingston Gazette* à partir de 1811. En 1820, Niagara, York et Kingston (où un deuxième journal apparaît en 1819 : *The Upper Canada Herald*) disposent d'imprimeries<sup>33</sup>.

À la fin des guerres napoléoniennes, en 1815, une vingtaine d'imprimeries desservent les quelques centaines de milliers de colons dispersés depuis St. John's à Terre-Neuve jusqu'à la frontière à Niagara<sup>34</sup>. Les imprimeurs-journalistes-éditeurs agissent souvent comme libraires et comme intermédiaires qui commandent des livres et revues à l'étranger (Europe, États-Unis) et les vendent dans les colonies, entreprise facilitée lorsqu'ils s'occupent aussi de bureaux de poste<sup>35</sup>. À leur grand dam, le clergé importe des livres sans payer de droits de douane et s'avère « le concurrent principal de l'édition et de la librairie au Québec<sup>36</sup> ». Certains, tels Thomas Cary, suivent un itinéraire plus complexe. Ainsi, Cary met sur pied une bibliothèque mobile<sup>37</sup> ; puis il achète une imprimerie, ouvre une librairie, publie un journal sans se priver de se tourner vers d'autres imprimeurs pour diverses publications, sans doute à cause d'une capacité limitée de production et du désir de partager les risques.

En fait, dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, l'apparition de véritables librairies s'accompagne de la tradition bri-

tannique de vendre et de publier des livres, sapant le monopole de l'édition appartenant jusque-là aux propriétaires de journaux et aux éditeurs du gouvernement<sup>38</sup>. La plupart de ces entreprises ne survivent que grâce au commerce d'articles de bureau, aux publications gouvernementales (avis publics, proclamations, demandes de soumission, *Journaux de la Chambre d'Assemblée*, etc.) et locales tels les manuels scolaires (surtout en français, compte tenu de l'arrêt des importations de France), sermons, hymnes et œuvres religieuses, presque toujours subventionnées par les diverses églises et des sociétés missionnaires, grâce aussi aux traités juridiques, aux publications pratiques (par exemple, sur la culture du chanvre ou sur les mesures), aux travaux de ville et surtout à la publicité dans leurs journaux<sup>39</sup>. Quant aux œuvres littéraires, comme on le verra, elles demeurent très rares car les lecteurs, en nombre restreint, préfèrent les publications importées et à bon marché.

Après 1820 toutefois, tout concourt à stimuler la multiplication des journaux, brochures, livres et autre publications : la poussée de la population grâce aux vagues d'immigration massive en provenance de la Grande-Bretagne, le déversement de livres et de feuilletons (piratés ou non) à très bon marché en provenance des États-Unis surtout, l'amélioration des communications par terre et par eau, les conflits politiques, socio-ethniques et religieux, les changements technologiques en matière d'impression, la mise en place de systèmes scolaires mieux articulés, l'urbanisation croissante (villes et villages) et la montée d'industries<sup>40</sup>. Même si peu de maisons sont spécialisées, quelques libraires vivent de ce seul métier, vendent au détail, mais aussi en gros, à des membres du clergé, aux enseignants, aux colporteurs, aux marchands des campagnes et à diverses personnes. Les imprimeries ont tendance à cibler davantage leurs efforts sur les publications

et moins sur la vente de livres, locaux ou importés. Pour la première fois à une telle échelle, les journaux publient des centaines de contes, poèmes, articles et essais qui permettent de s'évader de la politique ou des problèmes locaux, encore que les affrontements nombreux, notamment dans le Bas-Canada, accaparent le plus gros des énergies des auteurs durant les années 1820 et 1830<sup>41</sup>.

Les imprimeurs-éditeurs fabriquent des brochures et des livres traitant des interprétations des Saintes Écritures, d'histoire locale, de politique, de tempérance, de voyages, d'émigration, de ressources naturelles, d'agriculture, etc. Dans les journaux du Bas-Canada, entre 1810 et 1820, dominant par ordre décroissant les nouvelles internationales, la culture (chez les francophones) et les affaires militaires (chez les anglophones), la politique, le social, l'économique et, tout au bas de l'échelle, la religion. Il reste que les annonces occupent la place la plus importante puisque c'est le seul moyen d'assurer la rentabilité de l'entreprise<sup>42</sup>. Si l'on excepte les fortes prises de position antérieures dans la presse francophone comme *Le Canadien* et *Le Vrai-Canadien*, ou certains articles dans les *Gazettes* de Québec et de Montréal ainsi que dans le *Quebec Mercury*, les journaux ne se politisent réellement qu'après 1815<sup>43</sup>, et se rangent alors en faveur de tel ou tel parti ou de telle ou telle position constitutionnelle (monarchie parlementaire vs républicanisme) et pour une ethnie, selon les conflits crépitant dans sociétés coloniales<sup>44</sup>.

Les tirages des journaux, plus élevés avec le temps, demeurent encore modestes. *La Gazette de Québec*, le plus gros journal, ne compte pas 1 000 abonnements avant 1812, alors que le *Colonial Advocate* de William Lyon Mackenzie et le *Upper Canada Herald* ne dépassent pas 400 abonnements chacun vers 1824. Par contre, *The Christian Guardian* (à York) de Egerton Ryerson se hisse à environ 3 000 abonnés (surtout des mé-

thodistes) en 1832. L'abonnement est cher pour la population coloniale (plus de £1 par année vers 1810, davantage par la suite). Toutefois, le même journal passe par plusieurs mains dans les maisons, les tavernes, les écoles<sup>45</sup> et les salles de lecture de journaux, celles-ci devenant plus nombreuses à partir des années 1820.

Partout, dans les années 1820-1830, surgissent des petits journaux dans différentes villes, petites et moyennes, qui parsèment les colonies à la suite de la colonisation rapide. Parmi eux, certains combinent politique et littérature. Pensons par exemple au journal *The Acadian Recorder*, fondé en 1813, qui est un véritable catalyseur dans le « réveil intellectuel » de la Nouvelle-Écosse avec Joseph Howe<sup>46</sup>, Haliburton, etc. Pensons aussi au journal *The Novascotian*, fondé par George Renny Young en 1825 à Halifax, qui produit des œuvres diverses, par exemple sur les Indiens ou sur l'éducation (« a Liberal Education »), des feuilletons sur l'agriculture ainsi que de la critique littéraire. J.S. Cunnabell publie *The Acadian Magazine* (1826-1828), l'une des premières véritables revues littéraires, mais elle ne dure pas deux ans. Lui et son frère William récidivent avec *The Halifax Monthly Magazine* (1830-1832), vite passé aux mains de John Sparrow Thompson, qui contient des pages d'histoire et de science. Howe, qui a acheté *The Novascotian* en 1828, met aussi la main sur *The Colonial Pearl* (1837-1840), un journal littéraire et scientifique. Il publie Thomas Chandler Haliburton, mais n'en tire guère de gros profits puisque *The Clockmaker* (1836) est vite piraté en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Par la suite, Haliburton se fait éditer à Londres et aux États-Unis. Au Nouveau-Brunswick, malgré les efforts méritoires d'Henry Chubb, propriétaire du *New Brunswick Courrier* de St-Jean, qui publie poèmes et esquisses historiques, il faut attendre les années 1840 avant qu'une revue littéraire ne prenne racine<sup>47</sup>.

Des revues littéraires surgissent ici et là et se multiplient après 1820. Mais en gros, la littérature d'imagination ne débusque pas encore un public local suffisamment motivé et instruit. Aussi des prosateurs tels William « Tiger » Dunlop, Catharine Parr Traill et Susanna Moodie ont-ils recours à des « relations » de voyage racontant la vie de frontière ; mais ils se font publier à l'étranger, sauf pour des feuilletons sur place. De même en est-il de John Richardson et de Haliburton. À Montréal, Samuel Hull Wilcocke et l'imprimeur James Lane publient le premier hebdomadaire littéraire de langue anglaise, *The Scribbler* (1821-1827), où paraissent des poèmes historiques et des satires sur les contemporains sous le pseudonyme de « Lewis Luke MacCullk, Esquire ». *The Canadian Magazine and Literary Repository* (1823-1825), publié par Joseph Nickless, et *The Canadian Review and Literary and Historical Journal* (1824-1826), imprimé par Cunningham pour David Chisholm, un libraire concurrent, réussissent mieux avec leurs articles et les comptes-rendus qu'avec la fiction et la poésie. Le premier roman d'un auteur né dans les colonies de l'Amérique du Nord britannique (*St. Ursula's Convent ; or, The Nun of Canada*, de Julia Beckwith Hart) paraît en 1824 chez Hugh Thomson de Kingston et est suivi de quelques volumes de poésie : *The Charivari* de George Longmore, en 1824, chez Joseph Nickless ; *Widow of the Rock* de Margaret Blennerhasset, en 1824, publié à compte d'auteur ; *Jean Baptiste: A Poetic Folio ?* de Levi Adams, en 1825 ; *The Huron Chief and Other Poems*, d'Adam Kidd, en 1830, à l'imprimerie du *Herald* de Montréal<sup>48</sup>.

Chez les francophones, Michel Bibaud, avec des imprimeurs comme Joseph-Victor Delorme et Joseph-Ludger Duvernay, fonde des journaux et des périodiques : *L'Aurore* (hebdomadaire, 1817-1819), *La Bibliothèque canadienne* (mensuel, 1825-1831), *L'Observateur* (hebdomadaire, 1830-1831) et *Le Magasin du Bas-Canada* (mensuel, 1832), où il reproduit,

entre autres, des articles scientifiques tirés parfois d'un périodique français<sup>49</sup>. Dans ce dernier journal, il se plaint en 1832 du fait qu'il n'y a pas assez de lecteurs instruits ni d'auteurs pour nourrir une production littéraire soutenue — il ne parle même pas d'une rémunération<sup>50</sup>. N'empêche qu'un premier roman, *L'influence d'un livre* de Philippe-Aubert de Gaspé, paraît en 1837. En collaboration avec Jacques Viger et Jacques Labrie, Bibaud publie aussi des articles sur l'histoire du Canada<sup>51</sup>. Quant à Ludger Duvernay, qui a débuté sa carrière d'imprimeur-journaliste à Trois-Rivières en 1817, il aboutit à Montréal en 1827 et y imprime *La Minerve* pour ses éditeurs et propriétaires, Augustin-Norbert Morin et Denis-Benjamin Viger.

En général, les rédacteurs de la presse francophone et d'une bonne partie des autres publications, souvent de jeunes écrivains, se concentrent sur les conflits politiques et ethniques dans la colonie plutôt que sur la littérature en soi. Toutefois, Duvernay publie en 1830 *Épîtres, satires, chansons, épigrammes...* de Bibaud, le premier recueil de poésies par un Canadien. Édouard-Raymond Fabre, qui a fait son apprentissage dans la firme Bossange à Paris (Hector Bossange est son beau-frère), devient le principal libraire et un éditeur d'importance de langue française dans les années 1830 et 1840. Fabre et Duvernay inaugurent la Fête de la Saint-Jean-Baptiste en 1834. Tous deux achètent *The Vindicator and Canadian Advocate* en 1833, journal dont les bureaux sont saccagés en 1837 par les Tories loyalistes. Pour sa part, William Cowan de Québec produit deux livres intéressants en 1837 : un catalogue d'ouvrages sur l'histoire de l'Amérique par Georges Faribault et *L'influence d'un livre* de P.-A. de Gaspé<sup>52</sup>.

Vers 1840, Montréal s'impose comme le centre littéraire de l'A.N.B., avec des firmes et des personnalités comme Armour & Landry, John Lovell, etc. Lovell, le plus célèbre

imprimeur-éditeur des Canadas à l'époque, publie brièvement *The Montreal Transcript* avec son partenaire Donald Macdonald et lance, avec son beau-frère, John Gibson, *The Literary Garland* (1838-1851) qui contient des poèmes, des contes, des comptes-rendus extraits de publications étrangères, de la musique et des gravures. C'est même la première revue à payer des auteurs. François-Xavier Garneau fonde lui aussi plusieurs journaux éphémères, dont *L'Abeille canadienne* (1833-1834) et *L'Institut* (1841), et publie des poèmes dont certains honorent les patriotes<sup>53</sup>.

Dans le Haut-Canada, on dénombre peu de publications « littéraires » avant le milieu du siècle. Comme dans les colonies atlantiques, les propriétaires de journaux sont trop accaparés par les questions politiques et religieuses du jour. C'est à Kingston, un centre qui rivalise avec York jusque dans les années 1820, que paraissent en 1822 le premier volume de poésie du Haut-Canada (introuvable), *A Poetical Address to the Lige Men of Every British Colony and Province in the World* en 1822 (de Thomas Dalton ?) et le roman déjà mentionné de Julia Beckwith Hart, en 1824. James Macfarlane, l'éditeur du *Kingston Chronicle*, tient la garnison et la population au courant des événements littéraires à Londres et risque des essais, contes et poésies originaux. Au début des années 1830, il imprime des livres de recettes, des manuels, etc., à partir de clichés (« stereotype plates ») importés en 1829 et en 1830. Mais les revues littéraires y durent moins longtemps qu'à Halifax, Québec ou Montréal : à York, *The Roseharp* de J.M. Cawdell (1823) ; à Hamilton, *The Canadian Casket* (1831-1832), *The Voyager* (1832-1833) et *The Canadian Garland* (1832-1833) — avec 400 abonnés<sup>54</sup>. À York, en 1833, deux revues se concurrencent : *The Canadian Magazine* et *The Canadian Literary Magazine*, cette dernière comportant des écrits de Susanna Moodie, de William Dunlop et d'Henry Scadding. L'un des

éditeurs les plus actifs est William Lyon Mackenzie, du *Colonial Advocate*, qui imprime des pamphlets et des brochures, et contribue à la mise sur pied du York Mechanics' Institute en 1830<sup>55</sup>.

Les revues littéraires survivent très difficilement, en partie à cause du déversement de revues britanniques et américaines ainsi que de livres américains à bon marché — souvent des éditions-pirate. Les libraires ont tendance à ignorer les auteurs canadiens car ils tirent leurs profits de la vente d'auteurs anglais, américains et, dans une moindre mesure, français. Ils annoncent des catalogues ou listes de livres à vendre ou encore sollicitent des commandes<sup>56</sup>. Quant aux auteurs, pour survivre, ils doivent compter sur un autre métier (journalisme, fonctionnariat, profession libérale, enseignement...). L'absence de scolarisation, l'étroitesse du marché et la concurrence étrangère jouent pour beaucoup. Aucun auteur canadien d'importance, depuis Joseph Bouchette, avec ses *Description topographique de la province du Bas-Canada* (1815) et *British Dominions in North America* (1832), Catharine Traill Parr, avec *The Backwoods of Canada* (1836), et sa sœur Susanna Moodie, jusqu'au major John Richardson et ses « romances » (dont le deuxième roman, *The Canadian Brothers; Or, the Prophecy Fulfilled* paraît cependant à Montréal chez Armour & Ramsay en 1840 et sous forme de feuilleton dans *The Literary Garland* en 1839) ou Haliburton, ne peut (ni ne veut ?) se faire éditer dans les colonies. Ils visent les marchés britannique et américain où ils peuvent espérer grappiller quelques gains. Cependant, l'amélioration du système scolaire à partir des années 1820, la hausse de l'alphabétisation, l'importation de livres (et de feuilletons sous forme de journaux) bon marché préparent la voie à un public de « masse » dans les années 1840, encore que l'accent demeurera largement utilitaire.

Quelques bonnes bibliothèques, sources de revenus pour les libraires, sont disséminées à Montréal, Québec, York, le canton de Ramsay, Thornhill, Pictou et Halifax dans les années 1820-1840. Il faut aussi compter sur l'existence de sociétés littéraires et scientifiques (la plus célèbre étant la « Quebec Literary and Historical Society », fondée en 1824, qui se fusionne en 1829 avec la « Société pour le progrès de la littérature, de la science, des arts et des recherches historiques au Canada », créée en 1827), de clubs de lecture, de bibliothèques de prêt et l'apparition d'instituts d'artisans (« mechanics institutes ») qui organisent des cours, conférences, concerts, etc., avec l'encouragement d'imprimeurs-éditeurs comme Mackenzie, Robert Armour, John Neilson, Joseph Howe, Edward Barker (Kingston) et Moses Perley (St-Jean)<sup>57</sup>. George L. Parker résume la situation ainsi :

Our printing trade was a child of American and Scottish parentage. Many early printers were New Englanders or Loyalists, young men who were often related to each other by blood or marriage or partnerships ; most of the others were Scottish, the vanguard of an army of Scots and Ulstermen who dominated nineteenth-century printing and bookselling. Although the first French printer was trained in his native France [Mesplet], even French Canadians were trained by the Americans or Scots...<sup>58</sup> The craft of printing was pervaded by American standards, while printers' notions of free enterprise were flexible enough for them to accept cushioning by government patronage. But whatever their origins, the printers had a characteristic eighteenth-century view of their role in the advance of civilization, which was their inheritance from the bookmen of the Renaissance...<sup>59</sup>

## 2. Caractéristiques générales des entreprises d'imprimerie et d'édition

Ce qui frappe au premier abord, c'est l'impact du nombre de personnes, de leur répartition géographique, du niveau d'urbanisation et de l'âge ou du degré d'avancement de la colonisation sur l'implantation et la survie des entreprises d'imprimerie, d'édition et de vente de livres. La scolarisation joue également un rôle important. Il n'est guère surprenant que les principaux abonnés et acheteurs de livres soient des membres de l'administration coloniale, des officiers militaires, des seigneurs, des marchands, des membres des professions libérales et du clergé, des enseignants, des artisans, quelques rares cultivateurs alphabétisés et des femmes scolarisées. C'est pourquoi dans l'ensemble de l'A.N.B., il faut attendre au moins trois générations à compter des années 1750 avant de pouvoir compter sur un système bien établi et viable d'imprimeries, de journaux et de librairies.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'instabilité notoire des entreprises de presse et d'édition, où les faillites et les abandons sont nombreux, de la grande mobilité des imprimeurs-éditeurs-libraires<sup>60</sup>, de la précarité et de la courte durée d'un grand nombre de journaux et de revues. Beaucoup d'imprimeurs-éditeurs sont endettés, déménagent d'une ville à l'autre, d'une colonie à l'autre, immigrent des États-Unis ou y retournent pour y réussir parfois brillamment (par exemple, James Rivington, un temps à Halifax, Thomas et James Swords à Shelburne), s'échangent la propriété de périodiques, concluent et annulent divers partenariats. À partir de 1820, cependant, le nombre d'imprimeurs, de relieurs et de graveurs au Bas-Canada triple en une décennie et monte encore par la suite, preuve d'une profession en voie de stabilisation<sup>61</sup>. En fait, les conditions les plus favorables à la réussite comprennent le patronage de l'État (poste d'imprimeur du roi, publicité, tra-

vaux de ville, vente de matériel de bureau — encore que l'État paie peu et en retard)<sup>62</sup>, l'établissement dans l'une des colonies plus peuplées, et, si possible, l'appui d'une ou de plusieurs églises, qui font imprimer des recueils divers à des centaines, voire à des milliers d'exemplaires<sup>63</sup>. Dans le Bas-Canada, au surplus, le besoin de manuels scolaires, de traités sur les lois, de catéchismes catholiques et d'autres livres religieux ainsi que de diverses publications en français, impossibles à obtenir de France, dopent la production de livres assurés d'un financement souvent préalable et d'un marché solide. Ce marché par contre nécessite un investissement soutenu en amont. Voilà pourquoi peu d'éditeurs prennent de risques et ont recours à diverses pratiques importées de la métropole (souscriptions, souvent à la suite d'annonces dans les journaux, partage des coûts entre plusieurs éditeurs, publications à compte d'auteur, etc.) avant de procéder.

Outre le patronage de l'État et d'églises, les propriétaires ont plus de chances de réussir s'ils disposent de l'appui financier (sous forme de crédit, de fournitures, etc.) de parents, d'amis, de firmes étrangères (par exemple, le prêt de 4 000 \$ de Charles Berger à Fleury Mesplet, l'appui que reçoit Edouard-Raymond Fabre de son beau-frère, Hector Bossange, de Paris, les dons d'amis qui permettent à William Lyon Mackenzie de surnager) ou locales (Neilson soutient d'autres imprimeries). Parmi les entreprises florissantes, on relève des familles qui persévèrent dans le même métier durant plusieurs générations (l'imprimerie Brown-Gilmore-Neilson, les familles Cary et Desbarats à Québec, les familles Cunnabell et Howe à Halifax)<sup>64</sup>.

Au surplus, dans certains cas, les épouses, les veuves ou les filles ont acquis une compétence professionnelle reconnue, travaillent plus ou moins intensément dans l'entreprise et parfois la font fonctionner en l'absence ou après le

décès du propriétaire (par exemple, la fille de Bushell à Halifax, Ann Mott, au Nouveau-Brunswick, la femme de Howe à Halifax et celle de Mesplet à Montréal)<sup>65</sup>. On dénombre des femmes spécialisées en imprimerie, en typographie, en reliure, etc., et elles touchent généralement des salaires élevés à cause de leur compétence<sup>66</sup>. Cette présence féminine non négligeable devient importante chez les auteurs tant chez les anglophones que chez les francophones<sup>67</sup>.

Dans toutes les colonies, on retrouve souvent le modèle de l'imprimeur-éditeur-journaliste-libraire-reliateur-fournisseur d'articles de bureau (et parfois propriétaire d'une papeterie), bien que dans les années 1810-1840, de véritables librairies se multiplient, sans compter les encans et les ventes par des marchands généraux (par ex., Quetton St. George à York) ou des colporteurs de livres et de brochures généralement importés, mais aussi de la petite production locale. Ce qui fait dire à John Lambert, vers 1806, que les « printing offices at Quebec and Montreal are the only book-stores in the country<sup>68</sup> ». Les imprimeurs agissent d'ailleurs comme agents d'autres imprimeurs-éditeurs américains et européens pour la vente de journaux, de livres et de périodiques<sup>69</sup>. Cette combinaison tend à s'estomper en Europe et aux États-Unis, mais en milieu colonial, « [it] made economic sense, by minimizing capital and overhead expenses in the form of unsold stock, unused equipment, and idle employees ; but the merging of those roles led to conflicts in the later nineteenth century between printer-publishers and publishers-booksellers<sup>70</sup> ». Au surplus, le ou les propriétaires peuvent ainsi espérer combler un déficit dans un secteur grâce à un profit dans un autre (par exemple, grâce à la publicité dans leur journal, ce qui est plutôt la norme). Cependant, une fois bien implantées, les librairies mettent en cause le quasi-monopole au Canada de la presse et des imprimeries liées plus ou moins étroitement au

gouvernement<sup>71</sup>. En fait, le commerce de librairie sera le premier secteur au Canada à s'affranchir des entreprises d'imprimerie et de leur dépendance envers les gouvernements<sup>72</sup>.

L'engagement politique s'avère rarement payant (Neilson, Howe, Mackenzie, etc.). L'imprimeur-éditeur qui appuie le gouvernement et les élites en place ne court guère de risque et hérite plutôt de nombreux contrats<sup>73</sup>. À moins de disposer d'un commerce diversifié, de bénéficier d'un volume suffisant de publicité dans son journal et de la générosité d'amis ou d'un parti, il peut difficilement affronter les divers « family compacts » ou cliques qui dominent dans les colonies ainsi que les autorités coloniales sans patauger dans les mêmes difficultés financières chroniques qui affligent les éditeurs trop disposés à publier de la littérature.

Les imprimeurs utilisent une main-d'œuvre compétente, mais qu'il faut souvent former sur place ou encore importer. Le nombre d'employés varie dans le temps et selon l'importance des ateliers : par exemple, trois personnes travaillent pour Mesplet à son arrivée, neuf à quatorze employés pour Neilson entre 1802 et 1814, de quinze à dix-huit chez Ludger Duvernay en 1837, et de six à douze chez William Lyon Mackenzie<sup>74</sup>. L'apprentissage est long (de cinq à sept années), diversifié et peu payant<sup>75</sup>, selon la complexité des opérations à l'imprimerie (typographie, justification, encre, impression qui peut exiger deux personnes selon la nature de la presse, soit pour des journaux, des brochures, des sermons et livres de piété, des travaux de ville, des almanachs, des livres, des manuels scolaires, soit pour la reliure et la gravure). Les hauts salaires que commandent les compagnons<sup>76</sup> expliquent que ces derniers changent souvent d'emploi et que les propriétaires recourent à un bon nombre d'apprentis, liés par contrat pour plusieurs années. Compte tenu du contexte global de prospérité et de rareté de personnes qualifiées avant 1820, la

pression sur la main-d'œuvre se traduit par des hausses significatives de salaire dans les années 1790-1815. Très informés et dynamiques, les imprimeurs sont parmi les premiers groupes à se syndiquer en Amérique du Nord, d'abord sous forme de sociétés d'aide mutuelles à Québec (1827), à York (1832), à Hamilton (1833), à Montréal (1833) et à Halifax (1837)<sup>77</sup>.

Généralement, les imprimeries coloniales ne constituent guère de gros ateliers. Celle de Mesplet, par exemple, occupe un étage ou plusieurs pièces de la maison familiale. Le matériel indispensable comprend une ou plusieurs presses (quatre, dont une presse à gravure, chez Neilson en 1801), chacune étant opérée normalement par deux personnes<sup>78</sup>, les formes contenant les caractères pour quatre, huit, etc. pages imprimées à la fois, du « bon » papier en divers formats dont une portion croissante est fabriquée dans les colonies, les jeux de caractères en diverses langues, sans compter les majuscules, des caractères à trois dimensions qui modifient l'apparence des journaux et la publicité — l'article le plus coûteux dans une imprimerie<sup>79</sup>. Au Canada, on trouve quatre sortes de presse : la presse « Ramage » ou « English », la presse Stanhope, la presse Columbian et la presse Washington (et sa version anglaise, l'Albion), celle-ci valant entre 230 \$ et 275 \$. C'est en 1840 que, pour la première fois en A.N.B., William Cunnabell d'Halifax couple la vapeur et sa presse<sup>80</sup>. Avant 1820, les presses et les caractères sont manufacturés en Grande-Bretagne même quand ils sont achetés aux États-Unis. Par la suite, les imprimeurs se procurent de plus en plus d'articles fabriqués aux États-Unis. Le premier fondeur à produire des caractères au Canada, C.T. Palsgrave, commence à en manufacturer en 1836 à la Montreal Type Foundry. Quant aux premiers clichages, ils apparaissent dans les colonies vers 1830 — Mackenzie en importe plus de 900 pour imprimer la Bible. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on utilise des gravures

en acier et en cuivre et, à partir des années 1830-1840, la lithographie. Toutefois, la pauvreté de l'équipement et des techniques contribue à restreindre le nombre de travaux importants<sup>81</sup>.

Pendant longtemps, le gros de la production coloniale (sans compter les journaux) se réduit à des publications de quelques pages, avec une croissance régulière tant dans le nombre d'imprimés que dans leur taille. Ainsi, dans le Québec / Bas-Canada, entre 1764 et 1774, le nombre de livres et de brochures oscille autour d'une moyenne de quatre par année dont les deux tiers comptent moins de quatre pages ; entre 1775 et 1786, ces chiffres se hissent à onze ou douze par année, les deux tiers ayant moins de quatre pages ; de 1787 à 1809, la moyenne atteint en moyenne vingt par année, dont 45 % environ de moins de quatre pages ; enfin, de 1810 à 1820, le nombre d'imprimés bondit à quarante-huit par année, dont 42 % demeurent en deçà de quatre pages<sup>82</sup>. Outre les facteurs déjà mentionnés pour expliquer le peu de publications « lourdes », il faut ajouter que les ateliers ne disposent généralement pas d'un nombre suffisant de caractères pour qu'on y imprime rapidement des œuvres peu susceptibles de rapporter des profits alors qu'ils sont débordés par les commandes régulières (un journal par semaine, les publications officielles, les travaux de ville, etc.). Au surplus, ils ne disposent généralement pas d'avances pour nombre de contrats, d'où l'étalement de la production de certaines publications sur une longue période en maximisant les points morts<sup>83</sup>.

Les auteurs ne manquent pas, surtout pour les journaux, les pamphlets politiques ou religieux, les brochures, etc. Toutefois, les œuvres de fiction proviennent surtout de voyageurs de passage (par exemple, John Lambert, Hugh Gray, Frances Brooke) ou de personnes installées dans la colonie, mais dont la production, à l'exception des Canadiens français, est pres-

que entièrement tournée vers les marchés britannique et, dans une moindre mesure, américain. Ces auteurs sont largement invisibles « because there were few authors and fewer printers willing to risk the expense and trouble of publication<sup>84</sup> ». Une partie de la production littéraire coloniale circule même sous forme de copies faites à la main (par exemple, les poèmes de Jacob Bailay, ministre anglican en Nouvelle-Écosse dans les années 1780)<sup>85</sup>. Ce n'est que dans les années 1830 que la situation s'améliore quelque peu pour les auteurs, notamment avec l'accroissement du nombre de revues littéraires, de feuilletons et de publications locales (Haliburton, Fisher, Bibaud, Garneau, Richardson, Moodie, Traill Parr), mais ils ne touchent pratiquement jamais de rémunération.

Le nombre de lecteurs, on l'a vu, demeure modeste. Avant 1815, si l'on exclut les livres de piété, les catéchismes, les manuels scolaires, etc., la vente d'une quinzaine à une trentaine d'exemplaires d'une œuvre littéraire, économique ou politico-constitutionnelle (Mary Wolstonecraft, Hatsell, Blackstone, Adam Smith, Benjamin Franklin...) au cours d'une même année la consacre un véritable best-seller<sup>86</sup>. Les abonnements et les coûts de postes pour les périodiques sont chers — problème qui ne sera réglé qu'en 1844 et 1851 —, ce qui handicape encore davantage l'achat de publications.

### 3. Quelques cas-type

Il est impossible de passer en revue un échantillon représentatif de tous les imprimeurs et de toutes les imprimeries en A.N.B. Quelques cas suffiront à illustrer leur implantation.

#### *John Howe (1754-1835)*

Un Loyaliste ayant connu divers déplacements aux États-Unis entre 1776 et 1779, John Howe, s'établit à Hali-

fax et commence à publier le *Halifax Journal*, le 28 décembre 1780. Il produit bientôt d'autres imprimés (brochures, sermons, almanachs) et s'efforce de relever la vie intellectuelle en Nouvelle-Écosse en publiant le mensuel *Nova-Scotia Magazine and Comprehensive Review of Literature, Politics, and News*. En 1801, il devient imprimeur du roi et, à ce titre, éditeur de la *Nova-Scotia Royal Gazette*, poste qui lui rapporte £140 par année jusqu'en 1809, puis £175, sans compter des honoraires plus modestes à titre de maître général adjoint des postes pour la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard (à compter de 1803), honoraires inférieurs à la compensation qu'il paie à l'ancien titulaire, d'où son endettement chronique. Sa famille domine l'édition en Nouvelle-Écosse. Lui-même contrôle deux journaux et son beau-frère, William Minns, le *Weekly Chronicle*. En 1818, Howe abandonne ses deux postes à son fils John et se retire pour se consacrer à diverses œuvres philanthropiques<sup>87</sup>. Son fils Joseph (1804-1873), dont l'admiration sans borne pour son père durera toute sa vie, prend la relève de George R. Young au *Novascotian*, en décembre 1827, et en fait le journal le plus influent de la colonie. Il participe au « réveil intellectuel » qui souffle sur la Nouvelle-Écosse, rédige de nombreuses chroniques sur les débats à l'Assemblée ainsi que sur les affaires européennes et nord-américaines. Il décrit les particularités des diverses régions de la colonie, qu'il visite systématiquement, publie de ses poèmes et en général vise à s'élever au-dessus du quotidien en publiant divers auteurs, dont Thomas Chandler Haliburton, avec qui il aura de nombreux démêlés par la suite. Puis, sa carrière, comme celle d'autres imprimeurs-éditeurs à travers les colonies, prend une tournure carrément politique. Il joue notamment un rôle dans l'obtention de la responsabilité ministérielle en Nouvelle-Écosse (1847) et se distingue par son opposition au projet de Confédération (1865-1867)<sup>88</sup>.

*John Neilson (1776-1848)*

Dans le Bas-Canada, John Neilson remplace son frère Samuel, mort prématurément en 1793, à la tête de l'entreprise fondée par son oncle William Brown, associé à Thomas Gilmore. Imprimeur-éditeur et libraire, il est « le plus grand consommateur de papier en ce pays », de l'avis de son concurrent James Brown. Il publie *La Gazette de Québec / The Quebec Gazette* (dont le nombre d'abonnés à travers la colonie dépasse 1 000 dans les années 1810-1820, pour la moitié souscrits par des francophones), d'innombrables brochures, pamphlets, feuillets publicitaires, travaux de ville, mais aussi des livres religieux et scolaires ainsi que quelques œuvres plus littéraires (à frais d'auteur ou après une souscription). En 1800, il acquiert secrètement une part dominante dans les affaires de son principal concurrent de Québec, Pierre-Édouard Desbarats. Il multiplie les démarches pour améliorer son équipement (presses, caractères, etc.)<sup>89</sup> et la qualité de ses apprentis. Ses initiatives en matière de journaux littéraires et divertissants (*Le Magasin de Québec / Quebec Magazine*, fondé par son frère Samuel, 1792-1794, *The British-American Register*, 1803, et *The Canadian Visitor*, 1815) échouent pour les raisons déjà mentionnées. Dans sa librairie, la principale dans les deux Canadas jusque dans les années 1810-1820, il vend toutes sortes d'articles de bureau, de papiers, de cahiers, de livres — notamment ceux des Lumières et de plusieurs auteurs américains —, en plus de relier des volumes pour ses clients. Il alimente les principales bibliothèques publiques, la bibliothèque de la Chambre d'Assemblée, ainsi que d'autres imprimeurs-libraires des deux Canadas en matériel et en livres directement importés de Grande-Bretagne (surtout de Londres) et des États-Unis (Boston, New York, Schenectady, Albany, Philadelphie, etc.) ou encore obtenus lors d'encans. Comme Howe et d'autres, il se lance en politique en 1818 et cède son

commerce à son fils Samuel (pour les deux tiers) et à un associé, William Cowan (pour un tiers). Il se dépense aussi en divers autres domaines, lucratifs ou humanitaires, par exemple les banques, le prêt à intérêt, le commerce du bois, mais aussi l'éducation, la colonisation, le théâtre<sup>90</sup>. Si l'on tient compte de son oncle William Brown et de son frère Samuel, il s'agit d'une des plus longues dynasties dans l'imprimerie et le commerce du livre, puisque ses fils Samuel et William lui succéderont<sup>91</sup>.

### *Ludger Duvernay (1799-1852)*

Le cas de Ludger Duvernay est différent. Il débute son apprentissage en 1813 au journal de Charles-Bernard Pasteur, *Le Spectateur* de Montréal. Avec l'aide de Denis-Benjamin Viger, il ouvre sa propre imprimerie à Trois-Rivières en 1817. Il lance le premier journal publié hors de Québec ou de Montréal, *La Gazette des Trois-Rivières* (1817-1821), puis un mensuel, *L'Ami de la religion et du roi* (1820), et l'hebdomadaire *Le Constitutionnel* (1823-1824), journaux politiques et littéraires, le dernier étant plus proche de la défunte *Gazette*, ainsi qu'un journal né d'élections complémentaires, *L'Argus* (1826). Bien qu'il imprime quelques livres et brochures, l'entreprise ne mène nulle part, compte tenu de l'étroitesse du marché. Duvernay revient à Montréal en 1826 où il publie le *Canadian Spectator* et *La Minerve* (environ 1 300 abonnés en 1832 par rapport à 240 en 1827). En 1829, il acquiert l'imprimerie de James Lane, située en plein cœur du milieu des affaires, et y installe une nouvelle presse en métal, la « Smith's Imperial », achetée à New York, réservant ses anciennes presses pour les livres et les brochures. De 1829 à 1837, Duvernay domine l'édition à Montréal avec une trentaine de livres et de brochures, notamment des manuels scolaires, des ouvrages de dévotion, des pamphlets politiques, des almanachs, les discours de Papi-

neau, des œuvres littéraires (les poèmes de Michel Bibaud), un volumineux *Traité des lois civiles du Bas-Canada* en trois volumes (1832-1833), une œuvre controversée sur le plan religieux et politique (*Les Paroles d'un croyant* du catholique libéral français Félicité-Robert de La Mennais), imprimée en contrefaçon. Il conclut des ententes avec le libraire Édouard-Raymond Fabre. En 1837, il emploie une quinzaine de personnes. Son engagement politique total en faveur du Parti patriote lui vaut des poursuites et plusieurs incarcérations. Élu député à l'été 1837, il participe aux rébellions et doit fuir aux États-Unis, où il réussit à fonder un journal à Burlington (*Le Patriote canadien*, 1839-1840). À la demande de Louis-Hippolyte La Fontaine, Duvernay revient à Montréal en 1842, fait renaître *La Minerve* et crée l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal (la fête patriotique, elle, remonte à 1834). Il est mêlé à toutes les grandes querelles du moment, entre autres l'affrontement entre La Fontaine et le vieux leader Papineau. Lui aussi s'intéresse à l'éducation et son journal, le premier grand journal de langue française au Canada, lui survit près d'un demi-siècle<sup>92</sup>.

#### *William Lyon Mackenzie (1795-1861)*

Arrivé au Canada en 1820, l'Écossais William Lyon Mackenzie s'établit à York où il est employé par John Leslie dans un commerce de livres et de produits pharmaceutiques. Après diverses péripéties, des déménagements et des échecs en affaires, Mackenzie lance le *Colonial Advocate* (devenu *l'Advocate* en 1833-1834) à Queenston en 1824, un journal très engagé en politique qu'il déménage à York la même année, au milieu de problèmes financiers. Ses attaques contre les *Tories* les plus en vue lui valent ironiquement d'éviter une faillite lorsque ses adversaires saccagent son imprimerie en 1826. Il obtient £625 en dédommagements, ce qui lui permet de rembourser

ses créanciers les plus pressés et de remonter ses affaires. Il ferraille aussi avec l'Église anglicane et défend les droits des immigrants américains. Élu député, il s'impose dès sa première session en 1829 au sein de différents comités. La même année, son voyage aux États-Unis renforce son admiration pour les institutions américaines. On connaît la suite : ses nombreux combats en politique coloniale, son républicanisme, ses expulsions à répétition de l'Assemblée, son élection à la mairie de Toronto en 1834, sa défaite électorale de 1836 et le lancement de son journal *Constitution* (1836-1837) qui parle de résistance armée à l'oppression métropolitaine, l'échec de la tentative de rébellion en décembre 1837, son exil aux États-Unis où il fonde la *Mackenzie's Gazette* (parution irrégulière de 1838 à 1840 à cause de son endettement chronique et de son emprisonnement pendant près d'un an). En 1841, il réussit à publier dix-sept numéros (à intervalles irréguliers) du *Volunteer*. En 1842, il quitte Rochester pour New York, tâte de l'édition et du journalisme au cours des années suivantes, rentre au pays en 1849, se fait élire en 1851, fonde un autre journal en 1852 (le *Message*) et s'épuise surtout en vains combats. Jusqu'en 1837, Mackenzie a produit quatre-vingt-quinze imprimés, quarante-huit sous son nom et quarante-sept sous celui de son journal (*The Colonial Advocate*) — il est l'auteur de vingt-quatre d'entre eux. Son plus grand succès d'éditeur et de libraire est sans doute « *Poor Richard* » or the *Yorkshire Almanack*, suivi de l'almanach « Patrick Swift », dont il écoule de 30 000 à 40 000 copies en 1829, 1830 et 1831<sup>93</sup>.

#### *Hugh Christopher Thomson (1791-1834)*

Deuxième ville en importance dans le Haut-Canada après York, Kingston rivalise avec celle-ci sur le plan de l'édition de livres et brochures jusqu'en 1820 : six contre sept entre 1811 et 1815, sept contre treize entre 1816 et 1820. Hugh

Christopher Thomson, un marchand prospère, vend son commerce et s'oriente vers l'édition : en 1819, il devient propriétaire et rédacteur en chef de l'*Upper Canada Herald* qui, au milieu des années 1820, atteint le plus haut tirage de tous les journaux du Haut-Canada (plus de 600 abonnés). Il produit aussi des travaux de ville et imprime une vingtaine de brochures ainsi que deux recueils de poèmes et quelques ouvrages plus importants, dont le premier roman d'un auteur né dans les colonies, *St. Ursula's Convent, or the Nun of Canada. Containing Scenes from Real Life* de Julia Catherine Beckwick, en 2 volumes, en 1824, et une compilation des règlements de procédure à la législature de la colonie (*A Manual of Parliamentary Practice*, 1826) où il siège depuis 1824 comme réformiste modéré. Il défend vigoureusement la liberté de presse à plusieurs reprises. Lors de la polémique entre John Strachan (anglican) et Egerton Ryerson (méthodiste), Thomson accepte de publier une brochure du second (*Claims of the Churchmen & Dissenters of Upper Canada...*, 1828), mais y perd de l'argent. En collaboration avec James MacFarlane, il publie *The Statutes of the Province of Upper Canada* (1831), une compilation de 692 pages comportant tous les statuts adoptés jusqu'alors. Robert Stanton, de York, l'imprimeur du roi, conteste vainement la légitimité de cette publication. Thomson n'a guère la stature ni le prestige de plusieurs autres imprimeurs-éditeurs de son temps, mais il fonde son succès sur la modération, la prudence, la qualité de son travail et de solides publications<sup>94</sup>.

\* \* \*

Le développement des imprimeries et de l'édition en Amérique du Nord Britannique est marqué de faux départs, de difficultés financières fréquentes, de partisanerie flagrante et de quelques succès notables, au sein d'un paysage intellec-

tuel plutôt étroit et terre-à-terre. Il faut néanmoins situer ce long procès dans son contexte. D'abord, la colonisation, la faible population, le défrichement des terres, l'apparition assez lente de véritables villes encore modestes, les communications difficiles et irrégulières, les bouleversements personnels qu'éprouvent ces dizaines de milliers d'immigrants qui viennent s'implanter dans l'une ou l'autre des colonies, la plupart du temps pour améliorer leur sort. Il faut démarrer à neuf ou adapter le patrimoine métropolitain : économie en émergence, soumise aux aléas des décisions métropolitaines ; institutions politiques subordonnées au fonctionnement ambigu ; églises divisées, clergé en nombre insuffisant et dispersé ; systèmes scolaires peu développés, etc. Certes, les racines britanniques et françaises assurent un humus nourricier, mais les greffes ne s'improvisent pas. Par contre, si l'on embrasse l'ensemble de l'horizon, y compris la lecture — au moins chez les élites —, on doit admettre que les colonies participent, à leur échelle, au pouls du monde occidental. Il ne suffit pas de supputer les abonnés, les pages, les auteurs ; il faut aussi jauger les contenus, souvent surprenants. N'était-ce de la taille de la population, de sa dispersion et de son statut colonial, la population canadienne ne différencierait pas tellement, à cet égard, de celle des États-Unis. Le départ est lent, mais l'accélération qui transparaît dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle augure bien pour l'avenir.

---

## NOTES

<sup>1</sup> Cet article est une version considérablement allongée et modifiée d'un court texte paru dans Patricia Lockhart Fleming, Gilles Gallichan et Yvan Lamonde, dir., *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. 1, *Des débuts à 1840*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004, pp. 75-81.

<sup>2</sup> Sur l'éducation, voir la synthèse de J. Donald Wilson, Robert Stamp et Louis-Philippe Audet, dir., *Canadian Education: A History*, Scarborough, Prentice Hall, 1970, partie 2.

<sup>3</sup> Sur les bibliothèques, voir : Antonio Drolet, *Les bibliothèques canadiennes 1604-1960*, Montréal, Cercle du Livre de France, 1965 ; Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècles)*, Montréal, ministère des Affaires culturelles, 1979 ; Claude Galarnéau, « Livre et société à Québec (1760-1859) : état des recherches », dans Y. Lamonde, dir., *L'imprimé au Québec. Aspects historiques (18<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles)*, Québec, IQRC, 1983, pp. 127-144 ; Yvan Morin, « Les bibliothèques privées à Québec d'après les inventaires après décès (1800-1819) », dans *ibid.*, pp. 145-164 ; George L. Parker, *The Beginnings of the Book Trade in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, pp. 9-10, 14, 20-21, 74, 87, 93-96 ; G. Gallichan, dir., *Les bibliothèques québécoises d'hier à aujourd'hui : actes du colloque de l'ASTED et de l'AQÉI*, Montréal, ASTED, 1998 ; les textes de Janet B. Firskey, Karen Smith, G. Gallichan et Eric L. Swanick dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 121-172.

<sup>4</sup> Voir Gallichan, « La censure politique » et Pierre Hébert, « La censure religieuse », dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 327s. et 351s.

<sup>5</sup> G.P. de T. Glazebrook, *A History of Transportation in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1964 ; William Smith, *The History of the Post Office in British North America, 1639-1870*, Cambridge (Ang.), Cambridge University Press, 1920.

<sup>6</sup> Parker, *op. cit.*, pp. 62-63, 68-69, 105-107, 115-116 ; James J. Barnes, *Authors, Publishers and Politicians: The Quest for an Anglo-American Copyright Agreement 1815-1854*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1974.

<sup>7</sup> Sur l'ensemble de ces questions, voir Parker, *op. cit.* ; H. Pearson Gundy, *Book Publishing and Publishers in Canada before 1900*, Toronto, Bibliographical Society of Canada, 1965, et *Early Printers and Printing in the Canadas*, Toronto, Bibliographical Society of Canada, 1964 ; Ægidius Fauteux, *The Introduction of Printing into Canada*, Montréal, Rolland, 1930 ; Maurice Lemire *et al.*, dir., *La vie littéraire au Québec*, vol. 2, 1806-1839, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1992, pp. 183-191 ; David Staines, dir., *The Canadian Imagination: Dimensions of a Literary Culture*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1977 ; *idem*, *Beyond the Provinces. Literary Canada at Century's End*, Toronto, University of Toronto Press, 1995, chap. I ; Marie Tremaine, *A Bibliography of Canadian Imprints 1751-1800*, Toronto, University of Toronto Press, 1952 ; Fleming, *Upper Canadian Imprints, 1801-1841: A Bibliography*, Toronto, University of Toronto Press, 1988 ; *idem*, *Atlantic Canadian Imprints, 1801-1820: A Bibliography*,

Toronto, University of Toronto Press, 1991 ; *idem* et Sandra Alston, *Early Canadiana: A Supplement to Marie Tremaine's A Bibliography of Canadian Imprints, 1751-1800*, Toronto, University of Toronto Press, 1999 ; Carl F. Klinck, dir., *Literary History of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1965, 1976 ; Séraphin Marion, *Les lettres canadiennes d'autrefois*, 9 vol., Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1939-1958.

<sup>8</sup> Drolet, *op. cit.*, p. 23.

<sup>9</sup> Il serait trop long de renvoyer à des biographies pour chaque imprimeur-libraire. On trouvera généralement leurs biographies dans le *Dictionnaire biographique du Canada*. Dans le cas de la première presse et du premier journal en Nouvelle-Écosse, voir Fleming, « Origines et parcours des premiers imprimeurs » dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, p. 65 ; Olga Bernice Bishop, « The First Printing Press in Canada, 1751-1800 », dans David Kaser, dir., *Books in America's Past. Essays Honoring Rudolph H. Gjelness*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1966, pp. 130-148.

<sup>10</sup> Parker, *op. cit.*, pp. 12, 27s.

<sup>11</sup> Sur le « Great Awakening » en Nouvelle-Écosse et les provinces atlantiques ainsi que sur les confessions protestantes, voir George Rawlyck, dir., *The Canadian Protestant Experience: 1760-1900*, Burlington, Welch Publishing, 1990 ; *idem*, *Ravished by the Spirit: Religious Revivals, Baptists, and Henry Alline*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1984, et *The Canada Fire. Radical Evangelism in North America, 1775-1812*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994.

<sup>12</sup> Fleming, *loc. cit.*, pp. 67-70 ; Parker, *op. cit.*, pp. 12s., 24s., 27s. ; Bishop, *loc. cit.*, pp. 140s. ; E. G. Carroll, « History of Printing [in Prince-Edward-Island] », *Canadian Antiques Collector*, 8 (mars-avril 1973), pp. 43-45.

<sup>13</sup> R.R. Palmer, *The Age of Democratic Revolution: A Political History of Europe and America, 1760-1800*, 2 vol., Princeton, Princeton University Press, 1959 et 1964 ; J. Godechot, *Histoire de l'Atlantique*, Paris, Bordas, 1947 ; les communications au colloque « Le Canada et la Révolution atlantique », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 213 (juillet-septembre 1973) ; Wallot, « La Révolution française au Canada, 1789-1837 », dans Michel Grenon, dir., *L'image de la Révolution française au Québec, 1789-1989*, Montréal, Hurbutise HMH, 1989, pp. 61-104.

<sup>14</sup> Fleming, *loc. cit.*, pp. 67-68 ; les notices de Joyce M. Banks (les langues autochtones) et de Juris Dilevko (l'allemand et le gaélique) dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 294s. et 305s. Sur la presse au Québec /

Bas-Canada durant la période, voir André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, volume 1, 1764-1859, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1973, 1984.

<sup>15</sup> Cette maison publie 60 % de tous les imprimés du Québec / Bas-Canada entre 1764 et 1820. Elle vend en moyenne 3 000 à 3 500 *œuvres* (beaucoup plus en volumes) par année. Voir Hare et Wallot, « Les imprimés au Québec (1760-1820) », dans Lamonde, *op. cit.* (1983), pp. 77-125 ; Hare et Wallot, « Le livre au Québec et la librairie Neilson au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle », dans Galarneau et Lemire, dir., *Livre et lecture au Québec (1800-1850)*, Québec, IQRC, 1988, pp. 93-112 ; Galarneau, « Les métiers du livre à Québec (1764-1859) », *Les Cahiers des Dix*, 43 (1984), pp. 143-165. On trouvera une « Analyse statistique des premiers imprimés canadiens » dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 94-97.

<sup>16</sup> *Traité sur la loi des fiefs ; Traité abrégé des anciennes [sic] loix, coutumes et usages de la colonie du Canada ; Traité de la police ; Extraits des édits, déclarations, ordonnances et reglemens [sic]*. Ces ouvrages sont tirés à 450 exemplaires pour le gouvernement. Voir Tremaine, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 197 à 200.

<sup>17</sup> *Abram's Plains* de Thomas Cary, un fonctionnaire qui deviendra le propriétaire du *Quebec Mercury* en 1805 (Tremaine, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 585).

<sup>18</sup> *Le Graduel romain à l'usage du diocèse de Québec* (*Ibid.*, n<sup>o</sup> 1167). Voir aussi Nancy F. Vogan, « La musique » dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 282s.

<sup>19</sup> Hare et Wallot, *Les imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1810*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1967, pp. 150-152. Même si l'impression est terminée en 1808, l'œuvre ne sort qu'en 1812 car Neilson tente vainement de graver la musique. Voir Hare, « Les difficultés techniques de l'édition québécoise au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Joseph Quesnel et l'impression de la musique de *Colas et Colinette* (1808) », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 49 (1979), pp. 104-107.

<sup>20</sup> Tremaine, *op. cit.*, pp. 656-658 ; Hare et Wallot, *op. cit.*, pp. 301-303 ; Francis J. Audet, « William Brown (1737-1789). Premier imprimeur, journaliste et libraire de Québec. Sa vie et ses œuvres », *Mémoires de la Société royale du Canada*, 3<sup>e</sup> série, 25 (1932), section 1, pp. 102s., et les biographies de Jean-François Gervais de Brown et de Gilmore dans le *DBC*, 4, Montréal, Presses de l'Université Laval, 1979, pp. 114-116 et 317-318.

<sup>21</sup> Pour alléger le texte, le masculin comprend le féminin.

<sup>22</sup> Les travaux pour les différentes « branches » du gouvernement accaparent 50 % en moyenne de la production de l'atelier Brown-Neilson à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (voir Fleming et Alston, *op. cit.*, appendice A, « Brown / Neilson Shop Records » ; aussi Fleming, *loc. cit.*, pp. 68-69 et Patricia Kennedy, « Les imprimés administratifs publics et privés » dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 237s.

<sup>23</sup> Voir l'entente du 19 mai 1800, ANC, papiers Neilson, M.G. 24, B.1, 1, pp. 182-187.

<sup>24</sup> Galarneau et Gallichan, « Les métiers de l'imprimerie » dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, p. 86.

<sup>25</sup> Tremaine, *op. cit.*, pp. 623-628 ; Bernard Andrès, « Joseph de Nacrède et la presse française d'Amérique au temps de *La Gazette de Montréal (1780-1800)* », *Les Cahiers des Dix*, 55 (2001), pp. 179s.

<sup>26</sup> Sur Mesplet, outre sa biographie par Galarneau dans le *DBC* (4, 1979, pp. 575-577), voir Jean-Paul De Lagrave, *Fleury Mesplet (1734-1794), imprimeur, libraire, journaliste*, Montréal, Patenaude, 1985.

<sup>27</sup> Parker, *op. cit.*, p. 15. Lemire parle de sa manufacture de papier à Saint-André-d'Argenteuil en 1809 (Lemire *et al.*, *op. cit.*, vol. 2, p. 186).

<sup>28</sup> Sur ces journaux et leurs propriétaires, voir Hare et Wallot, *op. cit.*, pp. 305-327, 332-344 ; Wallot, *Un Québec qui bougeait. Trame socio-politique au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1973, pp. 148-154, 276-293. Sur les partis en Chambre, les élections, etc., voir Hare, « L'Assemblée législative du Bas-Canada, 1792-1814 : députation et polarisation politique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27 (1973), pp. 361-395.

<sup>29</sup> *Quebec and Its Environs; Being a Picturesque Guide to the Stranger*, 1831. Sur les circonstances de la publication, voir l'édition annotée et illustrée par Hare (Ottawa, Fontenay, 2002), pp. 13-50.

<sup>30</sup> Hare et Wallot, *op. cit.*, pp. 329-331.

<sup>31</sup> *Poems on His Domestic Circumstances* (Lemire *et al.*, *op. cit.*, vol. 2, p. 186).

<sup>32</sup> Parker, *op. cit.*, pp. 14-15, 18, 36-42.

<sup>33</sup> W.S. Wallace, « The First Journalists in Upper Canada », *Canadian Historical Review*, 26 (1945), pp. 372-381 ; Fleming, *op. cit.*, pp. 439-440, 428, 429 ; Parker, *op. cit.*, pp. 25, 42-43.

<sup>34</sup> Parker, *op. cit.*, p. 12. Voir Travis Decook, « La diffusion des journaux en Amérique du Nord britannique » et ses cartes dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 244s. ; aussi Hare et Wallot, *loc. cit.* (1983), pp. 108-122.

<sup>35</sup> Parker, *op. cit.*, pp. 16, 29.

<sup>36</sup> Lamonde, « La librairie Hector Bossange de Montréal (1815-1819) et le commerce international du livre », dans Galarneau et Lemire, *op. cit.*, p. 65 ; voir les notices de Leslie McGrath, Paul Aubin, Sarah Brouillette, Raymond Brodeur et Nancy F. Vogan sur les différentes sortes de livres publiés dans les colonies (Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 267-282).

<sup>37</sup> La bibliothèque compte 5 000 titres en 1835 (Lemire *et al.*, *op. cit.*, vol. 2, p. 214). Sur les diverses sortes de bibliothèques, voir les notices de Karen Smith, Gallichan, Eric L. Swanick, Marcel Lajeunesse, etc., dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 153-172 et 215s.

<sup>38</sup> Gundy, *op. cit.*, p. 1.

<sup>39</sup> Sur ces différents types d'imprimés, voir Fleming, Gallichan et Lamonde, *dir.*, *op. cit.*, pp. 267s.

<sup>40</sup> Serge Courville, *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1990.

<sup>41</sup> Parker, *op. cit.*, chap. 2, *passim*. Voir Jeanne d'Arc Lortie *et al.*, prés., *Les textes poétiques du Canada français, 1606-1867*, édition intégrale annotée, Montréal, Fides, vol. 1 : 1606-1806, 1987 ; vol. 2 : 1806-1826, 1989 ; vol. 3 : 1827-1837, 1990 ; vol. 4 : 1838-1849, 1991.

<sup>42</sup> Hare et Wallot, *loc. cit.* (1983), p. 123.

<sup>43</sup> Parker, *op. cit.*, chap. 2 et 3.

<sup>44</sup> Hare, *La pensée socio-politique au Québec, 1784-1812, analyse sémantique*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1977 ; Wallot, *op. cit.*, chap. 8 (« La pensée révolutionnaire et réformiste... ») et « La Révolution française au Canada... ».

<sup>45</sup> Louis-Généreux Labadie utilise *La Gazette de Québec* pour alphabétiser ses élèves (ANC, pap. Neilson, M.G. 24, B.1, vol. 1). *The New-Brunswick Courier* du 2 mai 1811 invite ses lecteurs à utiliser le journal pour apprendre à lire en famille.

<sup>46</sup> Sur Joseph Howe, voir Parker, « Joseph Howe as Publisher », *The Dalhousie Review*, 53 (1973), pp. 460-478 ; *idem*, « "To Foster and Extend Our Provincial Literature". Joseph Howe and the Market for Books in Nova Scotia, 1828-

1841 », dans Wayne A. Hunt, dir., *The Proceedings of the Joseph Howe Symposium*. Mount Allison University, Halifax, Nimbus Publishing Ltd, 1984, pp. 103-115.

<sup>47</sup> Sur l'évolution de la presse et des imprimeries, les relations entre éditeurs et auteurs en Nouvelle-Écosse, voir Parker, *op. cit.*, pp. 58-68, *idem*, « Joseph Howe as Publisher » et James Stuart Martell, « The Press of the Maritime Provinces in the 1830's », dans *Papers of the Bibliographical Society of Canada / Cahiers de la Société bibliographique du Canada*, Toronto, SBC, 1988, pp. 109-134. Pour un survol plus vaste de l'ensemble de l'A.N.B., voir les sections « auteurs et éditeurs », « Les femmes et la culture de l'imprimé » et « La culture littéraire » dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 359-434.

<sup>48</sup> Fleming, *loc. cit.*, pp. 69-71.

<sup>49</sup> *La Ruche d'Aquitaine*, publié à Bordeaux. Voir Beaulieu et Hamelin, *op. cit.*, pp. 34-35, 49-52, 67-69, 72-73 ; Parker, *op. cit.*, pp. 71s.

<sup>50</sup> *Ibid.*, chap. 2 et 3.

<sup>51</sup> Son *Histoire du Canada sous la domination française* paraît par tranches dans *La Bibliothèque canadienne* avant d'être publiée en volume par John Jones en 1837.

<sup>52</sup> Comme la plupart des publications à l'époque, ce livre est produit grâce à des souscriptions, au nombre de 256 dans ce cas-ci, pour couvrir les frais de publication qui se hissent à £64 (Lemire *et al.*, *op. cit.*, vol. 2, p. 190).

<sup>53</sup> Beaulieu et Hamelin, *op. cit.*, pp. 81-82, 116-117 ; Jean-Louis Roy, *Édouard-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien (1799-1854)*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979 ; Lamonde, *loc. cit.* (1988), pp. 59-92 ; Parker, *op. cit.*, pp. 71s.

<sup>54</sup> Fleming, *op. cit.*, p. 449.

<sup>55</sup> Gerald Tulchinsky, dir., *To Preserve and Defend: Essays on Kingston in the Nineteenth Century*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1977 ; Mary Jane Edwards, *The Evolution of Canadian Literature in English: Beginnings to 1867*, Toronto, Holt, Rinehart and Winston, 1973 ; Parker, *op. cit.*, pp. 74-78.

<sup>56</sup> Voir les chapitres (par Françoise Parent, Lamonde, Hare et Wallot, Gallichan, Marcel Lajeunesse, Catherine Velay-Vallantin, Galarneau, Yvan Morin, Roger Le Moine, etc.) sur les catalogues de livres de diverses librairies, leurs importations et le contenu de diverses bibliothèques dans Galarneau et Lemire, *op. cit.*, et dans Lamonde, *op. cit.* (1983).

<sup>57</sup> Voir Allan Greer, « L'alphabétisation et son histoire au Québec : état de la question » et Lemire, « Les relations entre écrivains et éditeurs au Québec au

19<sup>e</sup> siècle » dans Lamonde, *op. cit.*, pp. 25-51 et 207-224 ; Lemire, « Romans-feuilletons et extraits littéraires dans les journaux canadiens de 1830 à 1850 », dans Galarneau et Lemire, *op. cit.*, pp. 183-194 ; sur les bibliothèques, les écoles, les livres, etc. en Nouvelle-Écosse, voir Susan Greaves, « Book Culture in Halifax in the late 1830s: The Entrenchment of the Book Trade », *Épilogue / Épilogue*, printemps 1991, pp. 1-19 ; Parker, *op. cit.*, pp. 82-83, 90-98.

<sup>58</sup> Quoiqu'en principe, Neilson préfère faire venir de jeunes Écossais au Canada pour les former. Voir la correspondance des Neilson en 1793 aux ANQQ, AP-N-1, b.1.

<sup>59</sup> Parker, *op. cit.*, p. 25.

<sup>60</sup> Les pressiers et les typographes expérimentés sont très en demande, touchent des gages élevés, peuvent travailler toute l'année et bougent beaucoup. La correspondance de l'imprimerie Neilson contient d'innombrables références à leur instabilité (Hare et Wallot, « Les imprimés au Québec... », pp. 92 et 100).

<sup>61</sup> Galarneau, *loc. cit.* (1984), pp. 145-146.

<sup>62</sup> En 1775, Brown publie les quatre ouvrages de Cugnet (voir n. 16) pour le compte du gouvernement. Malgré la promesse qu'on le paierait au mois de mai, il doit attendre le mois de novembre : « so much for public faith », écrit-il (Tremaine, *op. cit.*, n° 197). Le gouvernement paie à Brown £106/10/8 comme salaire et « business done for government » entre le 14 avril et le 10 octobre 1784, ce qui signifie que Brown a dû faire crédit durant six mois (Warrant, 1784, coll. privée).

<sup>63</sup> La librairie Neilson imprime 9 000 catéchismes en 1792 (Wallot, « Frontière ou fragment du système atlantique : des idées étrangères dans l'identité bascanadienne au début du XIX<sup>e</sup> siècle », *Historical Papers / Communications historiques*, Ottawa, SHC, 1983, p. 11 ). À Halifax, en 1816, 7 253 livres sont distribués par des missionnaires (Parker, *op. cit.*, p. 20).

<sup>64</sup> Par exemple, voir Galarneau, *loc. cit.* (1984), pp. 150-151.

<sup>65</sup> Voir les biographies dans le *DBC*.

<sup>66</sup> Voir « Salaires des employés » dans les papiers Neilson, ANQQ, AP-N-2-62 ; Galarneau et Gallichan, *loc. cit.*, p. 87.

<sup>67</sup> Pour les auteures anglophones, les pages précédentes en font amplement état. Pour les auteures francophones, moins actives, voir Manon Brunet, « Les femmes dans la production de la littérature francophone du début du XIX<sup>e</sup> siècle québécois », dans Galarneau et Lemire, *op. cit.*, pp. 167-180.

<sup>68</sup> John Lambert, *Travels through Canada, and the United States of North America, in the Years 1806, 1807, 1808...*, 3<sup>e</sup> éd., Londres, Cradock & Joy, 1816, vol. 1, p. 328.

<sup>69</sup> Wallot, *loc. cit.* (1983), p. 8.

<sup>70</sup> Parker, *op. cit.*, pp. 25-26.

<sup>71</sup> Gundy, *op. cit.*, p. 1.

<sup>72</sup> Lamonde et Andrea Rotundo, « Les commerces du livre et la librairie », dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 132s.

<sup>73</sup> Suite aux activités politiques de John Neilson, sa famille perd l'exclusivité des contrats gouvernementaux en 1823 (Gallichan, *Livre et politique au Bas-Canada, 1791-1849*, Québec, Septentrion, 1991, pp. 116-123).

<sup>74</sup> Pour Mesplet, voir R.W. McLachlan, « Fleury Mesplet, The First Printer at Montreal », *Transactions of the Royal Society of Canada*, 2<sup>e</sup> série, vol. 12, section 2, Ottawa, 1906, pp. 197-209 ; pour Neilson, voir son livre de salaires, ANQQ, AP-N-2-62 ; Galarneau, *loc. cit.* (1984), pp. 153-154.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 152. Par exemple, les apprentis sont payés de £5 à £25 par année chez Neilson, Desbarats et Cary. Les journées de travail comptent douze heures de travail en été, onze heures en hiver (Galarneau et Gallichan, *loc. cit.*, p. 88).

<sup>76</sup> Hare et Wallot, *loc. cit.* (1983), pp. 92 et 100.

<sup>77</sup> Une assemblée des « compagnons imprimeurs » est convoquée dans la Haute-Ville de Québec pour le 3 novembre au soir (*La Gazette de Québec*, 3 novembre 1836) ; Galarneau, *loc. cit.* (1984), pp. 154-157 ; Parker, *op. cit.*, pp. 156-157.

<sup>78</sup> Voir les papiers Neilson, ANQM, 06/P35/15, 13 février 1801. Sur une presse traditionnelle, il faut treize mouvements pour imprimer une seule feuille (qui comprend normalement plusieurs pages). Voir aussi Galarneau et Gallichan, *loc. cit.*, pp. 90-91.

<sup>79</sup> Des jeux de caractères peuvent coûter plus de 1 000 \$ à 1 500 \$. Sur l'équipement, voir Galarneau, *loc. cit.* (1984), pp. 158-161 et Lemire *et al.*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 184s.

<sup>80</sup> Fleming, « L'adaptation au changement », dans Fleming, Gallichan et Lamonde, *op. cit.*, pp. 98-105.

<sup>81</sup> *Ibid.*, pp. 150-152 ; Lemire *et al.*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 133s.

<sup>82</sup> Hare et Wallot, *loc. cit.* (1983), pp. 80-81, 93-95. En plus des imprimés retenus, les livres de comptes de Brown-Gilmore-Neilson mentionnent une quantité impressionnante de feuillets et de formulaires, la plupart introuvables (voir Fleming et Alston, *op. cit.*, app. H).

<sup>83</sup> Ainsi, Neilson imprime le *Journal de la Chambre d'Assemblée* entre le 31 janvier et le 7 août 1801 : *Calendrier de l'impression* : janv. 31 - Sig [nature] B, outer form C ; fév. 1-inner form C, 7-sig D, 11-sig E, 20-sig F, 21-sig G, 24-sig H ; mars 3-sig I & K, 6-sig L, 13-sig M, 14-sig N, 24-sig O, 30-sig P ; avr. 7 - sig Q, 17-sig R, 18-sig S, 27-sig T, 28-sig U, 29-sig X ; mai 2-sig Y, 4-sig Z, 6-sig Aa & Bb, 10-sig Cc, 11-sig Dd, 14-sig Ee, 21-sig Ff, 24-sig Gg ; Jn 4-sig Hh, 5-sig-Ii, 9-sig Kk, 15- sig Ll, 23-sig Mm, 30-sig Nn ; J/ 1-sig Oo, 4-sig Pp, 8-sig Qq, 11-sig Rr, 18-sig Ss, 20-sig Tt, 24-sig Uu & sig Xx, 25-sig Zz, 29-sig Aaa, 31-sig Bbb ; août 1-sig Ccc & Ddd, 4-sig Eee & Fff, 5-sig Ggg, 6-sig Hhh, 7-sig Iii, title page, single page (LII). Voir *ibid.*, pp. 99-100.

<sup>84</sup> Parker, *op. cit.*, p. 30.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>86</sup> Les livres de comptes de l'imprimerie Brown & Gilmore, puis Neilson, constituent un bon indicateur à cet égard. Voir Wallot, *loc. cit.* (1983).

<sup>87</sup> J. Murray Beck, « John Howe », *DBC*, 6, 1987, pp. 366-369.

<sup>88</sup> J. Murray Beck, « Joseph Howe », *DBC*, 10, 1972, pp. 396-406.

<sup>89</sup> En 1848, les seuls stocks de l'imprimerie et de la librairie Neilson s'élèvent à £2 717 7s 7d (voir n. 91).

<sup>90</sup> L'inventaire après décès de la communauté Neilson, dressé près de vingt ans après sa mort, dénombre encore £30 143 6s 8d de dettes actives et £692 de biens meubles, contre seulement £25 de dettes passives. Voir n. 91.

<sup>91</sup> Wallot, Rita Girard et Sonia Chassé, « John Neilson », *DBC*, 7, 1988, pp. 698-703.

<sup>92</sup> Jean-Marie Lebel, « Ludger Duvernay », *DBC*, 8, 1985, pp. 286-292.

<sup>93</sup> Frederick H. Armstrong et Ronald J. Stagg, « William Lyon Mackenzie », *DBC*, 9, 1977, pp. 546- 562 ; sur le nombre d'Almanachs, voir Fleming, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 479 et 531.

<sup>94</sup> Gundy, « Hugh Christopher Thomson », *DBC*, 6, 1987, pp. 852-854 ; *idem*, « Hugh C. Thomson: Editor, Publisher, and Politician, 1791-1834 », dans Tulchinsky, *op. cit.*, pp. 203-222 ; Fleming, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 219, 445, 475, 540, 572, 601.